

Article paru dans *Réalités neuchâteloises* en mai 2001

Extrêmes, extrêmes...

Un quotidien régional, dans son édition du 1^{er} mai, mentionnait, entre autres, que « Le drapeau rouge et le militantisme sont toujours de mise lors de la fête du travail ». La tolérance généralisée du communisme, y compris dans les rangs de la droite, a de quoi inquiéter. Nous désirons revenir sur ce thème dans les lignes qui suivent.

De tous les événements tragiques qui ont jalonné le 20^e siècle, la montée des extrémismes est dans doute parmi les plus marquants. On revient souvent sur le nazisme et son pâle petit frère, le fascisme dont les exactions sont connues de tous. Notre mémoire collective se doit de perpétuer ce souvenir afin d'éviter leur reproduction. En revanche, le souvenir des horreurs nazies semble occulter celles, encore plus graves, du communisme. On se surprend presque à parler d'amnésie collective... Certains philosophes, dont Jean-François Revel, ont émis l'hypothèse d'une manœuvre de la gauche visant à diaboliser les activités de l'extrême droite dans le but de camoufler les horreurs communistes qu'elle a soutenues et qu'elle continue parfois à soutenir.

Si l'Allemagne nazie et ses alliés sont coupables de la mort de près de 25 millions d'innocents, le communisme compte (depuis 1917) plus de 100 millions de victimes; qu'il s'agisse d'intellectuels morts en prison, de paysans et de petits propriétaires affamés ou sauvagement assassinés lors d'interrogatoires, etc... Les actions de l'extrême droite ont été jugés comme des crimes contre l'Humanité. Pourquoi n'en a-t-on pas fait autant contre les dirigeants communistes ? Ce d'autant plus que nombre d'entre eux, malgré une façade de respectabilité, sont toujours en vie ou, pire, en activité. Pourquoi ne s'est-on pas autant acharné sur Castro qu'on l'a fait sur Pinochet ?

La raison, sans doute, est que l'on se refuse encore à *mettre sur pied d'égalité le salut nazi et le poing levé...*

L'argument principal des communistes est de prétendre que, contrairement à l'extrême droite, leurs buts sont honorables. Malheureusement, l'Histoire du XXe siècle leur a donné tort à chaque fois. Si les buts du communisme semblent un tant-soit peu louables, leur mise en application a conduit à chaque fois à des dictatures et des oligarchies dans lesquelles les inégalités furent immenses. Le communisme est par ailleurs la seule grande idéologie à avoir réussi à affamer son propre peuple au nom de la collectivité. Au bout du compte, on ne peut que constater que le nazisme et le communisme, basés sur l'intolérance et sur la suprématie d'une catégorie sociale, mènent au même résultat. C'est pour cette raison qu'il est nécessaire de les mettre au même niveau idéologique.

Complices

En critiquant ainsi le communisme, on ne peut passer sous silence le socialisme. En effet, ses alliances politiques « plurielles » et un mutisme inopportun font du parti à la rose un complice privilégié des actions communistes. Et ce, alors que bon nombre des exactions communistes étaient connues du PS lors de ses rapprochements électoraux avec l'extrême gauche. Si le PS entendait effectivement combattre, comme il le prétend, les extrémismes, il devrait se distancer clairement du communisme et de ses émanations.

Le libéralisme, une solution ?

Une société dans laquelle chacun a droit à une vie décente est un but que nous poursuivons tous. Or, un tel but ne peut être atteint que dans une société prospère et dynamique. Le simple fait de répartir des richesses ne suffit pas : il faut tout d'abord être capable d'en produire. Seules les démocraties occidentales y sont parvenues à grande échelle. De surcroît, n'est-il pas surprenant de constater que ces démocraties fonctionnent selon le principe de la liberté de marché et de la décentralisation ?

Certes, le libéralisme est générateur d'inégalités. Toutefois, ces inégalités ne sont en rien comparables à celles qui ont pu exister entre la masse ouvrière et le petit groupe d'apparatchiks des régimes rouges. Le libéralisme n'a pas l'indécence d'affamer de larges tranches de la population et il prend soin des plus démunis en leur garantissant un minimum de dignité, contrairement à ce que certains prétendent.

En assurant les droits élémentaires de parole, de presse, d'association, de commerce, on garantit une démocratie prospère prête à protéger ses éléments. On établit aussi les bases d'une économie de marché. Les droits de l'Homme impliquent le droit d'entreprendre.

Tout cela, la social-démocratie des années 1990 (les travaillistes britanniques, les libéraux canadiens, le SPD allemand et, dans une moindre mesure le PS français) semble l'avoir assimilé en introduisant une bonne part de libéralisme dans sa politique. Même l'ancien président d'Amnesty International appuie ce point de vue. Notre ministre de l'énergie, Moritz Leuenberger semble aussi vouloir introduire ces idées dans son parti. Toutefois, l'aile latine semble résister, occupée qu'elle est à répéter les paroles de l'Internationale pour la prochaine fête du 1^{er} mai.

Avez-vous dit « forces de progrès » ?

Yvan Botteron
Conseiller général
Les Ponts-de-Martel

Sources :

- Le Livre noir du communisme, Ouvrage collectif, Robert Laffont, 1997
- La grande parade, essai sur la survie de l'utopie socialiste, Jean-François Revel, Plon, 2000